

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15, place de la République – CS 70527
28019 CHARTRES Cedex

Chartres , le 07/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAL

La Bouchetterie

28120 VIEUVICQ

Références : 157/RAPVI/PBi/IC220130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2022 dans l'établissement AXEREAL implanté La Bouchetterie 28120 VIEUVICQ . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale Ammonitrates de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- La Bouchetterie 28120 VIEUVICQ
- Code AIOT dans GUN : 0010000157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site de Vieuvicq est un établissement classé sous le régime de l'autorisation pour le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium, ainsi que sous le régime de l'enregistrement pour le stockage de céréales. La présente inspection a majoritairement porté sur le bâtiment de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des matières combustibles et incompatibles : article 10.1 de l'AM du 13 avril 2010,
- Appareils et équipements susceptibles d'être à l'origine d'un départ de feu :
 - Stationnement des véhicules : articles 5.6 de l'AM du 13 avril 2010,
 - Installations électriques, éclairage : articles 7.6 et 10.3 de l'AM du 13 avril 2010 ;

- Détection incendie (*alerte et alarme comprises*) : article 10.6 de l'AM du 13 avril 2010 ;
- Moyens de lutte contre un sinistre : article 11.2 et 11.2.1 de l'AM du 13 avril 2010,
- Modalité de mise en œuvre des dispositifs de lutte contre un sinistre : article 11.2.2 de l'AM du 13 avril 2010 ;
- Accessibilité au site, aux cases de stockage par les services de secours : article 7.3 de l'AM du 13 avril 2010 ;
- Dispositifs de désenfumage : article 9.1 de l'AM du 13 avril 2010,
- Comportement au feu des locaux – résistance au feu (notamment, si présence de 4701-I) : article 7.4 de l'AM du 13 avril 2010,
- Rétentions – Confinement : article 12 de l'AM du 13 avril 2010 ;
- Suites données à la précédente inspection du 28/10/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.3.	/	Sans objet
NC1-VI28102021	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1	/	Sans objet
NC2-VI28102021	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 3	/	Sans objet
NC3-VI28102021	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi en continu des produits détenus	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4.	/	Sans objet
Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1.	/	Sans objet
Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.6.	/	Sans objet
Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6.	/	Sans objet
Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.	/	Sans objet
Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie*	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.2.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3.	/	Sans objet
Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1.	/	Sans objet
Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie*	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.4.	/	Sans objet
Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12.	/	Sans objet
R1-VI28102021	/	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

L'inspection des installations classées note que le contrôle n'a pas mis en évidence de non-conformité sur les points contrôlés par sondage, à l'exception majoritairement des constats effectués lors de l'inspection du 28 octobre 2021 non corrigés au jour de l'inspection du 8 février 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suivi en continu des produits détenus	
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4.	
Thème(s) : Actions nationales 2022, État des stocks des engrais	
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site. Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.	
Constats : Pas de non-respect constaté.	
Observations : A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni rapidement un état des stocks de l'ensemble des produits entreposés dans ses installations de stockage d'engrais solides. Cet état des stocks fait mention, par rubrique des installations classées, de la répartition portée dans le tableau joint en annexe 1 au présent rapport. L'état des stocks présenté permet d'établir que l'exploitant respecte les volumes auxquels il est autorisé par arrêté préfectoral du 26 avril 2021. La capacité maximale de stockage est limitée à 15 000 tonnes, dont maximum 2 500 tonnes répondant exclusivement aux critères III et maximum 15 000 tonnes répondant exclusivement aux critères IV.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

Nom du point de contrôle : Dispositions de prévention des départs de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des matières combustibles et incompatibles
Prescription contrôlée : Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles. Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage : <ul style="list-style-type: none">• les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) ;• les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ;• le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ;• les bouteilles de gaz comprimé [...]. <p>Cependant, dans le cas des engrais conditionnés, sont tolérés leurs emballages et supports de transport (palettes) à l'exclusion de tout stock de réserve.</p> <p>Les bâches de protection sont tolérées pour les engrais stockés en vrac.</p> <p>Le chlorure de potassium, le sulfate d'ammonium et le chlorure de sodium peuvent être stockés à l'intérieur des magasins de stockage.</p> <p>Dans ce cas, toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels de ces produits avec les engrais, notamment en cas d'incendie ou de présence d'une phase fondue. Ces produits sont stockés séparés a minima par une case des engrais 1331-II ou par un espace minimal de 5 mètres et un mur (ou une paroi) dimensionné pour éviter toute mise en contact accidentelle de ces produits avec les engrais « 4702-II ou 4702-III ».</p> <p>L'urée solide granulée peut être stockée à l'intérieur des magasins de stockage. Elle est systématiquement séparée physiquement des engrais « 4702-II ou 4702-III » et elle n'est pas stockée dans la même case. Toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels de l'urée solide granulée avec les engrais, notamment en cas d'incendie ou de présence d'une phase fondue.</p> <p>Une distance libre minimale d'un mètre au-dessus du tas d'urée est conservée entre le haut du tas d'urée et le haut des parois de séparation des cases.</p> <p>Le stockage d'urée est également réalisé en retrait d'une distance minimale d'un mètre par rapport à l'avant des parois.</p> <p>Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles (liquides ou solides accidentellement fondus) ne puisse atteindre les engrais manipulés ou stockés sur le site.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de prévention des départs de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.6.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sources de départ de feu (engins de manutention)
Prescription contrôlée : Les véhicules qui ne sont pas en cours de chargement ou de déchargement d'engrais sont stationnés à une distance d'au moins 10 mètres des engrais. Ils peuvent être stationnés à une distance inférieure s'ils le sont dans un local réservé à cet effet dont les murs sont REI 120.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Les engins de manutention sont stationnés en-dehors du bâtiment qui abrite le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de prévention des départs de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.3.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Sources de départ de feu (installations électriques)
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux référentiels en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas présenté le rapport de vérification des installations électriques concernant le bâtiment de stockage des engrais solides.
Observations : Le magasin ne comporte pas, à l'intérieur des cases, d'installation et de conducteur électriques. Les installations électriques sont contrôlées annuellement, d'après le témoignage de l'exploitant. Le 8 février 2022, il a présenté le rapport DEKRA relatif à la vérification des installations électriques réalisée le 21/09/2021 pour les installations de stockage de céréales. Ce rapport ne liste cependant pas les contrôles réalisés sur les équipements installés dans le magasin de stockage d'engrais solides.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Détection incendie (alerte et alarme)
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence. La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès. Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans. [...] Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée a été vérifié le 16 avril 2021 par la société SIEMENS. Le rapport relatif à cette vérification fait état du bon fonctionnement des capteurs, de la centrale d'acquisition et du transmetteur des alarmes associées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective du débit d'eau. Ce débit est défini de sorte à lutter contre un sinistre survenant dans la case ou dans l'îlot de plus grande contenance ou ayant les conséquences les plus pénalisantes. Le débit est fourni par le réseau et les réserves d'eau. L'exploitant dispose à cet effet d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, bouches, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que d'une part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que d'autre part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h, pendant une durée d'au moins deux heures. Le réseau d'alimentation en eau est maillé afin de permettre une égale répartition des débits. Pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994, à défaut de réseau maillé, des dispositifs compensatoires (type réserves) sont en mesure de fournir les débits définis au présent article en tout point de l'installation. Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 et pour les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999 susvisé, à défaut de réseau maillé, des dispositifs compensatoires (type réserves) sont en mesure de fournir les débits définis au présent article en tout point de l'installation, sous réserve qu'ils soient justifiés dans l'étude de dangers et que le préfet les ait prescrits. Les réserves d'eau incendie destinées à l'extinction sont équipées d'un dispositif permettant de connaître le volume disponible. Elles sont aménagées pour permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours et sont facilement accessibles pour leurs véhicules. Elles sont situées à une distance de 200 mètres au plus du stockage. Les réseaux d'eau, les réserves d'eau ou la combinaison des deux fournissent le débit nécessaire pour alimenter des bouches et poteaux d'incendie en nombre défini en fonction du danger, à raison des débits minimums suivants pendant au moins deux heures : - 120 m ³ /h pour les 4702-I d'une quantité ≥ 1 250 tonnes, pour les 4702-II ou 4702-III < 5 000 tonnes et pour les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 4703 ≥ 50 tonnes [...].
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : La défense incendie du site est assurée par deux réserves incendie, dont une implantée à 100 mètres au plus des stockages. La réserve située à proximité du bâtiment de stockage des engrais à base de nitrate d'ammonium présente un volume de 240 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie*

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.2.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Suivi des dispositifs de lutte contre un sinistre
Prescription contrôlée : [...] Le plan des moyens de lutte contre un sinistre est tenu à jour et mis à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : La défense incendie du site est assurée à partir de deux réserves d'eau dont une implantée à moins de 100 mètres des stockages. Il a été constaté la présence d'extincteurs répartis dans le magasin et disponibles pour lutter contre un éventuel départ de feu. Une réserve de sable meuble et sec de 100 litres et des pelles sont également présents dans ce même magasin. La réserve située à moins de 100 mètres des stockages présente un volume de 240 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accessibilité au site, aux cases de stockage par les services de secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au stockage, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture des installations. Aucun obstacle n'est disposé entre les stockages et la voie « engins ». [...] b) Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 : Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie « engins », répondant aux caractéristiques définies ci-dessous, de 6 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur un demi-périmètre au moins du magasin de stockage. Cette voie, extérieure au magasin de stockage, permet l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompier et, en outre, si elle est en impasse, les demi-tours et croisement de ces engins. À partir de cette voie, les sapeurs-pompier accèdent à toutes les issues du magasin de stockage par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres. Pour toute hauteur de bâtiment supérieure à 15 mètres de hauteur utile sous ferme, des accès voie « échelle », répondant aux caractéristiques définies ci-dessous, sont prévus pour chaque façade accessible. Si ces voies sont reliées à une ou plusieurs voies publiques, les voies d'accès correspondent à des voies « engins » d'une largeur minimale de 3 mètres...
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le bâtiment comporte deux entrées distinctes correctement dimensionnées pour permettre l'accès aux véhicules lourds des services de secours et d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositifs de désenfumage
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC). Ces dispositifs sont de type passif (à ouverture permanente) ou de type actif. [...] Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle réglementairement exigée pour les dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment. Les ouvrants (portes, fenêtres, par exemple) placés dans les deux tiers inférieurs des murs peuvent être considérés comme des amenées d'air. [...] Pour les DENFC de type passif : Ils sont conçus pour être intrinsèquement en position ouverte permanente.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le bâtiment abritant les installations de stockage des engrais solides est équipé en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur passifs, permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les ouvrants (portes) placés dans les deux tiers inférieurs des murs font office d'amenées d'air frais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.4.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Comportement au feu des locaux – Réaction au feu
Prescription contrôlée : a) Pour les installations nouvelles : les bâtiments comportant un stockage sont construits en matériaux de classe A1 (murs extérieurs et aménagements intérieurs). b) Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 : les magasins de stockage sont construits en matériaux de classe A1 (murs extérieurs et aménagements intérieurs). Cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 pour lesquelles le préfet a prescrit des mesures alternatives. c) Cases de stockage d'engrais « 4702-I » : pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994 et les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999, le bois n'est pas utilisé pour les cloisons des cases ou pour fermer une case en façade. d) Cases de stockage d'engrais « 4702-II ou 4702-III » : pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994 et les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999, les engrais ne sont pas au contact de cloisons ou de façades en bois.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Les murs des cases de stockage du bâtiment sont en béton.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais (entraînement par les eaux de pluie, nettoyage des magasins de stockage, extinction en cas d'accident par exemple), visant à prévenir les risques de pollution pour les milieux environnants.</p> <p>Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis à l'article 11.2.</p> <p>L'exploitant est notamment à même de justifier que ces capacités ont été correctement déterminées et mises en œuvre.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment. Des dispositifs facilement accessibles et manœuvrables permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre.</p> <p>Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>Les eaux recueillies ne peuvent être rejetées qu'après démonstration de leur compatibilité avec l'environnement.</p> <p>Dans le cas contraire, elles font l'objet de traitements appropriés.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : Un collecteur implanté dans le magasin de stockage est raccordé au bassin de retenue de l'établissement de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, ainsi que les eaux d'un éventuel incendie.</p> <p>Le bassin de retenue est maintenu isolé du milieu naturel en permanence.</p> <p>L'exploitant a indiqué que pour procéder à la vidange du bassin de retenue, une pompe partagée sur plusieurs sites de la coopérative doit être amenée. Il a par ailleurs signalé qu'avant de procéder à toute évacuation d'effluents présents dans ce bassin, des tests doivent être réalisés pour garantir la qualité de l'eau et qu'en cas de pollution détectée, une société spécialisée dans l'évacuation de ce type de déchets est contactée pour la prise en charge.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC1-VI28102021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Matières incompatibles
Prescription contrôlée : "Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage : [...]" - les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple." Constat 28/10/2021 : « Cependant, au jour de l'inspection, les poteaux métalliques de structure du bâtiment sont en contact avec les engrais à base de nitrate d'ammonium stockés en vrac » NC1 : « Contact entre les engrais stockés en vrac et les poteaux métalliques de structure du bâtiment. »
Constats : Contact entre les engrais stockés en vrac et les poteaux métalliques de structure du bâtiment.
Observations : Par courrier du 16 décembre 2021, l'exploitant a transmis la réponse suivante sur ce sujet : "Nous sommes surpris que cette non-conformité soit de "niveau 1". En effet lors de la visite du magasin engrais, aucune oxydation n'est visible sur les poteaux. Nous ne voyons pas de risque. Ces poteaux font part de la structure / conception du bâtiment. Il n'est pas possible de les supprimer. Nous allons rechercher dans les archives de la fabrication du bâtiment le revêtement déposé sur ces poteaux." Lors de l'inspection du 8 février 2021, l'inspection des installations classées a constaté que les engrais à base de nitrate d'ammonium stockés en vrac sont au toujours au contact des poteaux métalliques de structure du bâtiment. En particulier, l'état des poteaux situés au centre des tas d'engrais solides en vrac des grandes cases de stockage ne peut être contrôlé du fait de leur situation. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a observé que le revêtement de l'un des poteaux au contact des engrais à l'avant de la case 12 contenant des engrais répondant aux critères III s'effrite au contact.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2-VI28102021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 3
Thème(s) : Autre, Adaption du système
Prescription contrôlée : "Au plus tard trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le bâtiment de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium est équipé d'un système spécifique permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant démontre la pertinence du système existant ou retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que son dimensionnement." Constat du 28/10/2021 : "Cependant, l'exploitant n'a pas présenté de document justifiant de la pertinence et du dimensionnement du système existant." NC2 : "L'exploitant n'a pas présenté de document justifiant de la pertinence du système de détection de fumées installé sur son magasin de stockage d'engrais solides ou de son dimensionnement."
Constats : L'exploitant ne justifie pas du dimensionnement du système de détection de fumées installé sur son magasin d'engrais solides.
Observations : Par courrier du 16 décembre 2021, l'exploitant a transmis la réponse suivante sur ce sujet : "Le courrier ne mentionne pas notre envoi par courriel du 02/11/21 avec le retour du prestataire de l'alarme incendie et notre mode opératoire interne de vérification. Je vous confirme que nous prévoyons de changer le système d'alarme dans un but d'harmonisation à partir de sept-22 (budget conséquent)." Dans son courriel du 2 novembre 2021, dont une copie est jointe au courrier du 16 décembre 2021 sus-mentionné, l'exploitant transmet la réponse de son prestataire de contrôle qui indique que le système de détection installé dans son magasin de stockage d'engrais solides fonctionne sur de la détection de fumée, et qu'il est adapté pour le bâtiment qu'il protège. Cependant, ces indications ne justifient pas du dimensionnement de ce système par rapport au magasin d'engrais solides. Au vu de ce point, la non-conformité reste d'actualité.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3-VI28102021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Au plus tard trois mois à compter de la notification du présent arrêté : - l'exploitant retire la cuve de fioul présente au rez-de-chaussée de la tour de manutention du silo 1 ; - à défaut du retrait de cette cuve, le complément d'étude de dangers susvisé justifie de l'absence d'effet domino en regard de la présence de la cuve de fioul précitée au rez-de-chaussée de la tour de manutention."</p> <p>Constat du 28/10/2021 : "Cependant, ce complément d'étude de dangers ne fait pas de modélisation du rayonnement thermique émis par la cuve, et l'aspect du risque de propagation d'une flammèche – via la manutention par exemple – n'a pas été étudié."</p> <p>NC3 : Le complément d'étude de dangers ne justifie pas de l'absence d'effet domino en regard de la présence de la cuve de fioul précitée au rez-de-chaussée de la tour de manutention (pas de modélisation du rayonnement thermique émis par la cuve, et pas d'étude du risque de propagation d'une flammèche). Dans l'attente de cette justification, l'exploitant procède au retrait de la cuve de fioul du rez-de-chaussée de la tour de manutention du silo 1.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations :</p> <p>Par courrier du 16 décembre 2021, l'exploitant a transmis la réponse suivante sur le sujet : "Comme indiqué dans l'article 4 de l'APC du 26/04/21 nous avons transmis sous 3 mois un complément d'étude par Coop de France. Cette étude indique qu'il "n'est pas nécessaire de déplacer la cuve". Pour clôturer au plus-vite ce sujet, nous avons demandé à Coop de France de réaliser une modélisation (document ci-joint). Nous ne voulons pas pour des raisons de sécurité stocker la cuve de fuel à l'extérieur et avant la période de fermeture de fin d'année. Par contre nous vous informons que la quantité de fuel dans la cuve est bas (entre 500 et 1000 L) et nous n'allons pas remplir la cuve en attendant le retour de Coop de France. Dès le retour de Coop de France nous vous informons par courriel.</p> <p>NB : dans le devis validé, Coop de France indique "La prestation est prévue pour un rendu courant décembre".</p> <p>Par courriel du 14 janvier 2022, l'exploitant a transmis le complément portant sur la modélisation du phénomène d'inflammation de la cuve de fioul située au rez-de-chaussée de la tour de manutention du silo 1. Par ailleurs, un point sur les effets dominos internes et externes liés à la cuve de carburant a été ajouté dans une nouvelle version du complément d'étude de dangers concernant l'établissement.</p> <p>La modélisation réalisée pour l'exploitant montre que les effets du scénario d'inflammation du gasoil ne dépassent pas les limites du site, et ne peuvent donc pas causer d'effets dominos externes.</p> <p>Pour les effets dominos potentiels intérieurs à l'établissement, le complément d'étude de dangers argumente que les phénomènes dangereux potentiellement créés par le scénario d'inflammation du gasoil au sein des appareils de manutention ont été étudiés au sein de l'étude de dangers du site de 2009, et que la faible probabilité d'occurrence de l'incendie de la cuve de gasoil ne remet pas en cause l'analyse de risque réalisée à l'époque sur les silos de stockage de céréales. L'inspection des installations classées note cependant que la cuve de stockage de carburant peut être à l'origine d'effets dominos sur les installations de manutention du silo 1. Par conséquent, cette cuve doit être retirée de la tour de manutention, conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2021.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : R1-VI28102021

Référence réglementaire : /
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Constat du 28/10/2021 : "Dans la mesure où le risque est considéré comme non-majeur car une seule personne est impactée, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées les mesures qu'il a mises en place pour garantir qu'à tout moment, une seule personne au maximum soit impactée par cet accident." R1 : "L'exploitant justifie des mesures qu'il a mises en place pour garantir qu'à tout moment il reste dans les conditions prises en compte dans son complément d'étude de danger de mai 2007, à savoir qu'une seule personne au maximum puisse être impactée dans le cadre du scénario d'explosion secondaire survenant depuis l'élévateur vers l'espace sur-cellules, compte tenu notamment de la présence de la maison du responsable de site dans les zones d'effets."
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Par courrier du 16 décembre 2021, l'exploitant a transmis la réponse suivante sur ce sujet : "Une information par écrit a été envoyée au responsable de site pour rappeler qu'une seule personne peut être présente dans la maison d'habitation." L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le respect des conditions prises en compte dans son complément d'étude de danger relève de sa responsabilité. Au vu de la réponse apportée par l'exploitant, la remarque est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE 1 : État des stocks

Suivi en continu des engrais (article 5.4 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 modifié)			
<p><u>Exigences réglementaires examinées</u></p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux.</p> <p>Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site.</p> <p>Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles. »</p>			
Contrôles réalisés par l'inspecteur :			
État des stocks fourni au moment de l'inspection :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Cet état des stocks détaille les différents critères d'engrais visés à la rubrique 4702 de la nomenclature :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
État des stocks disponible facilement pour les services d'urgence :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Un plan associé à l'état des stocks identifie l'emplacement des stockages :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
L'emplacement des stockages est repérable de l'extérieur :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Contrôle des quantités de produits stockés :			
Contrôle des quantités de produits stockés (en tonnes) : tous critères cumulés : 2 874,66 t / 15 000 t			
Qté stockée / Qté maximale d'engrais 4702-I :	0 t / 0 t	Dont vrac : /	Conditionnés : /
Qté stockée / Qté maximale d'engrais 4702-II :	0 t / 0 t	Dont vrac : /	Conditionnés : /
Qté stockée / Qté maximale d'engrais 4702-III :	2 482,91 t / 2 500 t	Dont vrac : 2 482,91 t	Conditionnés : /
Qté stockée / Qté maximale d'engrais 4702-IV :	391,75 t / 15 000 t	Dont vrac : 391,75 t	Conditionnés : /
• Absence de produits déclassés 4703 :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
• Cohérence entre l'état des stocks et les produits présents dans l'installation : contrôle par sondage – Case 12 – présence d'engrais Ammo 27	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
• Respect des types et des quantités de produits par installation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Autres produits ou substances dangereuses présentes dans l'établissement :			
Présence d'un stockage en récipients à pression transportables de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL), (rubrique 4718-1)	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Présence de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution relevant de la rubrique 4734 : 0,41 t, réservoir de 2 m³, hors du bâtiment de stockage des engrais 4702	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Présence de produits phytopharmaceutiques dangereux pour l'environnement aquatique, de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 (rubrique 4510)	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Présence de produits phytopharmaceutiques dangereux pour l'environnement aquatique, de catégorie chronique 2 (rubrique 4511)	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	